

5052H74913

8143

(1941)

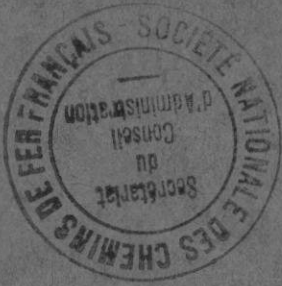
Suppression, dans le budget du Secrétariat
d'état aux Communications, du chapitre 21
relatif aux jalous de présence des administrateurs
représentant l'état.

Loi 28.6.41 (g.O. 1.7.41)

Note du

7.41

lettres SNCF au Y.T.D 26.7.41



Suppression, dans le budget du Secrétariat d'Etat
aux Communications, du chapitre 21 relatif aux jetons de
présence des administrateurs représentant l'Etat

Loi 28. 6.41 (J.O. 1. 7.41)
Note du 7.41
Lettre S.N.C.F. au M.T.P. 26. 7.41

Suppression, dans le budget du Secrétariat d'Etat aux Communications,
du chapitre 21 relatif aux jetons de présence des administrateurs
représentant l'Etat

Le Président
du Conseil d'Administration

--
91310-32

Paris, le 26 juillet 1941

Monsieur le Ministre,

Les Etats annexes à la loi du 28 juin 1941 portant fixation du budget de l'exercice 1941 comportent, en ce qui concerne le Secrétariat d'Etat aux Communications (4ème partie - Personnel) un chapitre 21 intitulé "Jetons de présence des Administrateurs représentant l'Etat au Conseil d'Administration et au Comité de Direction de la Société Nationale des chemins de fer" doté d'un crédit de 60.000 fr.

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur le fait que, en l'état actuel des choses, ce chapitre ne paraît correspondre à aucune réalité pratique.

Créé au lendemain de l'avenant du 6 juillet 1933 à la Convention du 28 juin 1921, qui avait institué des Administrateurs représentant l'Etat au sein des Conseils d'Administration des Compagnies et du Comité de Direction des Grands Réseaux, il n'a jamais revêtu qu'un caractère théorique, la rémunération allouée à ces Administrateurs leur ayant toujours été directement versée soit par les Compagnies, soit par le Comité de Direction.

Ce chapitre a été maintenu, avec un intitulé différent, après l'entrée en application de la Convention du 31 août 1937, bien que le rapporteur du budget des chemins de fer à la Chambre des Députés, M. POMARET, ait demandé sa suppression comme sans objet dans son rapport relatif à l'exercice 1938 (Doc. Parl. - Chambre n° 2861, p. 207).

Dans son rapport sur le budget de l'exercice suivant, M. FROT a, à nouveau, souligné que les sommes en cause sont versées directement aux intéressés par la S.N.C.F. (Doc. Parl. Chambre n° 449, p. 163).

En fait, sous réserve de l'application des règles en vigueur en ce qui concerne les cumuls de rémunérations, nous payons directement aux représentants de l'Etat au sein du Conseil de notre Société les sommes qui leur reviennent en cette qualité au même titre qu'aux autres Administrateurs. Et cette pratique n'a jusqu'ici donné lieu à aucune observation soit de la part du Secrétariat d'Etat aux Communications, soit de la part du Secrétariat d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances.

Il nous semble quant à nous qu'en vue d'éviter toute confusion, il y aurait intérêt à ce que la rubrique dont il s'agit ne soit pas reprise dans la prochaine nomenclature budgétaire.

Sans doute, au cas où vous partageriez notre manière de voir, estimerez-vous devoir saisir de la question M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances.

Veuillez agréer,

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications signé : FOURNIER

Le chapitre en cause figure en core
dans le loi du 31.12.42 (Chap. 23).

Ne figure plus ni dans le loi du 31.12.42
ni dans celle du 31.12.43

*Faire une lettre au
ministre des Communications.*

NOTICE
sur le chapitre 21 du budget du Secrétariat
d'Etat aux Communications

L'origine de ce chapitre remonte à l'avenant du 6 juillet 1933, approuvé par la loi du 8 juillet 1933, qui a institué des administrateurs représentant l'Etat au sein des Conseils d'Administration des Compagnies et au Comité de Direction.

A la suite de cet avenant, un chapitre a été ouvert, au titre du Ministère des Travaux Publics, sous le libellé ci-après:

"Jetons de présence et indemnités diverses des administrateurs représentant l'Etat dans les Conseils d'Administration des Compagnies de chemins de fer et au Comité de Direction des Réseaux (loi du 8 juillet 1933)".

Après l'institution de la S.N.C.F., ce chapitre a été maintenu, bien que M. POMARET, dans son rapport sur le budget de l'exercice 1938, ait demandé sa suppression, comme sans objet (Doc. Parl. Chambre n° 2861, p.207).

Son intitulé a toutefois été modifié comme suit :

"Jetons de présence des administrateurs représentant l'Etat au Conseil d'Administration et au Comité de Direction de la S.N.C.F."

M. FROT, dans son rapport sur le budget de l'exercice 1939, a fait remarquer que le crédit inscrit dans ce chapitre ne correspondait pas aux sommes effectivement allouées aux intéressés et qu'au surplus, ces sommes leur étaient réglées directement par la S.N.C.F. (Doc. Parl. Chambre n° 4449, p.163).

Le chiffre inscrit au budget de 1941 est de 60.000 fr. Il correspond théoriquement au montant des jetons de présence

(12.000 fr par an) de 5 administrateurs représentant l'Etat.

Comme l'a fait remarquer M. FROT, ce chapitre est sans

utilité, la rémunération allouée aux administrateurs représen-

tant l'Etat au Conseil d'Administration de la S.N.C.F. leur

étant réglée directement par celle-ci. C'est la survivance,

sans justification, d'un état de choses qui n'a jamais corres-

pondu à la réalité. (Approuvé par la loi du 10 août 1935)

Les administrateurs représentant l'Etat au sein des Comités

d'Administration des Compagnies et au Comité de Direction.

A la suite de cet avis, un chapitre a été ouvert, au

titre du Ministère des Travaux Publics, sous le libellé ci-après:

"Jérôme de présence et indemnités diverses des administra-
teurs représentant l'Etat dans les Comités d'Administra-
tion des Compagnies de chemins de fer et au Comité de Direc-
tion des Réseaux (loi du 8 juillet 1935)".

Après l'insertion de la S.N.C.F., ce chapitre a été

maintenu, bien que M. FOMARET, dans son rapport sur le budget

de l'exercice 1938, ait demandé sa suppression, comme sans

objet (Doc. Parl. Chambre n° 2861, p. 207).

Son intitulé a toutefois été modifié comme suit :

"Jérôme de présence des administrateurs représentant
l'Etat au Conseil d'Administration et au Comité de Direction
de la S.N.C.F."

M. FROT, dans son rapport sur le budget de l'exercice

1939, a fait remarquer que le crédit inscrit dans ce chapitre

ne correspondait pas aux sommes effectivement allouées aux

intéressés et qu'en surplus, ces sommes leur étaient réglées

directement par la S.N.C.F. (Doc. Parl. Chambre n° 4449, p. 163).

Le chiffre inscrit au budget de 1941 est de 60.000 fr.

Il correspond théoriquement au montant des jérômes de présence

